



Les 93^e Semaines Sociales de France

Lille, 16 et 17 novembre 2019
sur le thème "refaire société"

Compte rendu par François de Bez

Introduction

De retour à Marseille notre impression sur ce WE de Lille est l'opposition entre les conférences sombres voire apocalyptiques du samedi matin et les réalisations concrètes et lumineuses qui nous ont été présentées dans les ateliers (samedi après-midi) et les "tables inspirantes" (dimanche matin).

Cela veut-il dire que nous serions collectivement pessimistes sur l'évolution de notre société et du monde, mais individuellement optimistes sur les capacités d'initiatives de nombreux acteurs de terrain pour recréer du lien ?

Nous étions environ 600 participants dont 7 marseillais dans les locaux de la Catho de Lille. Certes moins nombreux que les précédentes sessions tenues à Lille en 2004 sur l'Europe qui avait rassemblé 4000 personnes dont un millier d'étrangers et celle de 2014 : "L'homme et les technosciences, le défi" qui réunissait 1500 participants.

Moins nombreux, oui, mais toujours aussi engagés !

Samedi 16 novembre : à l'écoute des réalités sociales

1) Dans son discours d'ouverture Dominique Quinio a rappelé que la session se tiendrait sur deux années : celle de Lille axée sur le diagnostic, en 2020 celle de Versailles rassemblera les propositions pour mieux vivre ensemble.

À 3 moments nous nous sommes réunis en « communauté de session », par groupe de six pour mieux faire connaissance et partager nos analyses. Également, à trois reprises un fil rouge autour de la pensée sociale chrétienne, conduit par Dominique Coatanea, ancienne doyenne de la faculté de théologie de l'université catholique de l'Ouest, nous a permis de méditer à partir des paraboles et de Laudato si.

2) Puis trois conférenciers sont intervenu :

Jérôme Fourquet, statisticien de l'IFOP, et auteur du livre « L'archipel français : naissance d'une nation multiple et divisée » a analysé les fractures de la société française. (Voir en annexe le résumé de son intervention),

Pierre Giogini, Président de l'université catholique de Lille, son dernier ouvrage a pour titre :

"La crise de la joie. Et s'il suffisait d'écouter le vivant". Crise de la joie, car nous sommes dans un vertige catastrophique. Certains annoncent la fin du monde en 2050. Mais ce sont surtout nos manières de percevoir le monde qui sont bouleversés. Il faut prendre soin de la maison commune et ne pas se replier sur sa communauté ni sur notre animalité ni sur la toute-puissance de l'homme. Car dans la conception chrétienne il y a une puissance divine qui surplombe l'univers.

Bernard Perret, socio-économiste nous a dressé des perspectives assez pessimistes. Nous connaissons pour la première fois les limites physiques du monde habitable et l'interdépendance de tous les humains (feu en Amazonie, montée du niveau de la mer).

Nous avons une communauté de destin mais la copropriété mondiale n'existe pas. Seule une société plus égalitaire pourra résoudre la question de l'écologie.

Il est nécessaire d'avoir une conception moins matérialiste du progrès. Il faut également inventer la démocratie du commun et constituer des gouvernances de différents types selon la nature des problèmes. Par exemple l'écologie nécessite une gouvernance mondiale, la commune une gouvernance locale ... Cependant les solutions d'avenir ne sont pas forcément contenues dans les tendances du passé. Les catastrophes sont des moments de réinvention. Il est urgent de relier la question écologique à la question sociale, comme le demande le pape François. La crise climatique et environnementale détruit notre maison commune. Or pour se sentir copropriétaire responsable il faut construire une société unie et solidaire : Osons l'espérance !

2) Le samedi après-midi nous avons travaillé en ateliers : "**à l'écoute des réalités sociales**".

Une vingtaine d'ateliers ont permis, par groupes de 20 à 30 personnes d'analyser les expériences qui marchent, qui recréent du lien entre les personnes et construisent un monde plus équitable, respectueux des plus fragiles ... Exemple d'ateliers : "comment les médias peuvent aider à refaire société" animé par le rédacteur en chef adjoint de la Voix du Nord, "accès aux soins pour tous", "migrant et gens d'ici : ce que nous avons en commun pour refaire société", ...

En soirée, nous avons été émus par la présentation de "*EnVie*", fresque musicale et théâtrale, pensée, écrite et interprétée par les membres de la communauté Magdala qui accueille et accompagne des personnes en grande précarité, vivant pour certaines dans la rue.

Dimanche 17 novembre 2019 : les tables inspirantes du lien social

Après la messe présidée par l'archevêque de Lille, nous avons été affectés de façon aléatoire à deux rencontres des "*tables inspirantes*". 35 groupes de 20 personnes étaient proposés.

Pour ma part j'ai participé à la présentation des "*Concerts de poche*". Le but de cette association créée il y a une trentaine d'années par une chanteuse professionnelle est de susciter du lien social grâce à la musique. Elle propose donc chaque année 115 concerts dans 3 00 villages et quartiers ; chaque concert est obligatoirement accompagné d'ateliers axés sur la création musicale et la pratique collective, ateliers qui sont à l'origine de nombreuses chorales et orchestres. L'autre rencontre présentait "*Les Écoles de production*". Il en existe une vingtaine en France la méthode consiste à faire pour apprendre et non à apprendre pour faire. Il nous a été présenté un atelier de mécanique auto qui est un véritable garage dans lequel travaillent une dizaine de jeunes décrocheurs pour d'authentiques clients. L'objectif est de permettre à ces jeunes qui ont souvent quitté l'école depuis plusieurs années d'obtenir un CAP de mécanicien en deux ou trois ans.

L'après-midi fut consacrée à une table ronde réunissant cinq personnes : Xavier Bertrand, président de la région "Hauts de France" ; Claire Hédon, présidente d'ATD quart monde ; Nathalie Sarthou-Lajus, philosophe, rédactrice en chef adjointe de la revue Etudes ; Mgr Ulrich archevêque de Lille.

Les intervenants présentaient en un quart d'heure leurs propositions face aux inquiétudes d'une société en quête de sens et de confiance. Clémens Ladenburger du comité central des catholiques allemands, nous a fait part de son étonnement devant les Français capables à la fois de communion, comme lors de l'incendie de Notre-Dame de Paris, et de division (cf. la crise des gilets jaunes).

Dominique Quinio a tiré les conclusions provisoires de ces journées en nous donnant rendez-vous les 28 et 29 novembre 2020 à Versailles. La session de Lille a démontré la capacité de créativité des personnes et des associations. Celle de Versailles devra montrer que les institutions ont également à faire preuve de créativité et d'innovation pour "refaire société". C'est sur ce terrain que la pensée sociale chrétienne est en mesure d'inspirer des propositions indispensables.

Jérôme Fourquet : "L'Archipel français, naissance d'une nation multiple et divisée"

I- Le grand basculement

1) La dislocation de la matrice catholique et le basculement anthropologique

- assistance à la messe du dimanche : 35% de la population française en 1961 ; 5% en 2018
- nombre de prêtres diocésains : 25203 en 1990 ; 11908 en 2015
- "les Marie s'en sont allées" : 20% des prénoms en 1900 ; 0,3% en 2016
- mariages : plus de 300.000 en 1950 ; 250.000 en 2018 alors que la population a augmenté de 50%
- institution du PACS en 1998
- divorces : moins de 40.000 dans les années 60 ; plus de 100.000 depuis les années 2000 ;
25% des divorces ont lieu dans les cinq ans après le mariage
- naissances hors mariage : 7% en 1950 ; 60% en 2017
- adhésion à l'IVG : 48% en 1974 ; 75% en 2014
- accord pour homosexualité : 54% en 1986 ; 87% en 2012
- incinération : 49% ; enterrement : 27% en 2012
- tatouage : 25% des 18 à 34 ans
- montée en puissance de la cause animale

Conclusion 1 : les catholiques sont une île désormais minoritaire dans l'archipel français.

Le catholicisme doit subir des évolutions légales et sociétales contraires à ses valeurs. "Le renouvellement des générations en cours annonce un basculement anthropologique menant à une sortie définitive du référentiel catholique".

2) L'effondrement de l'église rouge

- jusqu'à la fin des années 70, le Parti communiste recueillait entre 20 et 25% des voix ;
... il est aujourd'hui à ... 2% comme le parti animalier !
- le quotidien L'humanité a vu ses ventes passer de 150.000 exemplaires en 1972 à 34.000 en 2017
- effondrement du communisme municipal en Île-de-France : 147 communes en 1977 ; 37 en 2014
- baisse de la CGT, des jeunesses communistes, de la confédération nationale du logement ...

Conclusion 2 : quelques bastions rouges, vestiges du communisme municipal, subsistent encore, mais forment, à l'instar de ce qui reste de la France catholique, un autre îlot de l'archipel français.

II- La France : une société archipel

1) Remise en cause des grands médias qui, avec leur large audience, participaient à l'élaboration d'une vision du monde commune et partagée :

- audience de TF1 : 45% en 1988 ; 20% en 2017
- le journal Le Monde : diffusion 406.000 en 2001 ; 301.000 en 2017
- essor d'Internet et des théories du complot, notamment dans les jeunes générations.

2) individualisation. La mesure en est donnée par les prénoms : de la Révolution à 1945 il n'y a que 2000 prénoms ; l'abrogation du décret Napoléon en 1963 a conduit aujourd'hui à 13000 prénoms. On est passé de la lignée (prénom du grand-père) à la différenciation.

3) Sécession des élites et l'argent comme ambition existentielle

- les diplômés de l'enseignement supérieur sont passés de 3% à 30% de la population. Pour Emmanuel Todd, "les éduqués supérieurs" peuvent vivre entre eux, produire et consommer leur propre culture
- cadres dans la population active à Paris : 25% 1982 ; 47% en 2013
- l'enseignement privé recrute dans les familles aisées et non plus dans les familles pratiquantes ; la

proportion d'enfants issus de familles favorisées y est deux fois plus importante (36%) que dans le public (19%), contre respectivement 26% et 18% en 1984 (page 101)

- la fin du service militaire, le déclin des colonies de vacances ... accentuent la diminution du brassage des populations

- sécession des élites également dans l'habitat, les partis politiques (les cadres supérieurs sont passés de 19% en 1985 à 38% en 2011 dans la composition du PS, contre 3% d'ouvriers)

- l'exil fiscal : stade ultime de la sécession des élites ("noblesse oblige") n'est plus d'actualité. L'argent des élites ne les oblige plus. 20 des plus grosses fortunes françaises résideraient ou auraient placé une partie importante de leurs avoirs en Belgique. Entre 2001 et 2014, en moyenne près de 700 assujettis à l'ISF ont quitté la France chaque année.

4) Immigrations

- la population "arabo-musulmane" : sur la période 2006-2008, les naissances de garçons portant un prénom musulman serait de 18% du total des naissances. Or, la plupart des enquêtes estime que la population d'origine "arabo-musulmane" serait de l'ordre de 8% à 10%.

Fourquet en conclut (page 140) "dans cette France qui vient, la part de la population issue des mondes "arabo-musulmans", représentera mécaniquement, du fait du renouvellement des générations, un habitant sur cinq, voire sur quatre, si la tendance haussière observée depuis le début des années 2000 se poursuit".

"On mesure à la lecture de ces chiffres que la société française est devenue de facto une société multiculturelle, et que notre pays ne connaîtra plus jamais la situation d'homogénéité ethnoculturelle qui a prévalu jusqu'à la fin des années 1970. Il s'agit là sans conteste d'un basculement majeur, et sans doute la cause principale de la métamorphose qui se produit sous nos yeux et aura (a déjà) des conséquences profondes".

- la population "arabo-musulmane" est concentrée dans certains départements : 40% des naissances en Seine-Saint-Denis, 35% dans le Val-d'Oise, 25% dans le Val-de-Marne et le Rhône, entre 20% et 25% dans le bloc Gard/Bouches-du-Rhône/Vaucluse. La plupart des départements de la moitié ouest du pays ont des taux compris entre 2% et 10% (carte page 146).

Cependant, on assiste à une intégration à bas bruit de toute une partie des populations issues de l'immigration. Si cela n'est pas vrai dans les partis politiques, cela se mesure dans l'armée, dans l'enseignement, dans les syndicats. L'acceptation d'un mariage mixte est de 72% pour les garçons contre 50% seulement pour les filles.

Mais le choix des prénoms traduit la persistance d'une forte singularité culturelle et d'un regain de religiosité des plus visibles : pratique du ramadan (71% contre 60% en 1989) ; consommation d'alcool (22% en 2016 contre 39% en 2001) ; port du voile (35% en 2016 contre 24% en 2003). Différents facteurs ont convergé au début des années 2000 pour enclencher une dynamique de réislamisation d'une partie de la population : climat hostile à l'islam suite aux attentats du 11 septembre 2001, à la loi de 2004 sur le port du voile ; à l'arrivée des chaînes satellitaires arabes (Al Jazira a été créé en 1996). On pourrait ajouter que les jeunes générations acceptent moins que leurs ancêtres les discriminations nombreuses (à l'embauche, au faciès, à l'habitat ...), car elle se compare à la situation des Européens et non pas connus le bled ... (ceci est une interprétation personnelle).

L'école, catalyseur de la fragmentation : c'est en France que la corrélation entre le niveau social des parents et les performances scolaires des élèves est la plus forte de tous les pays de l'OCDE. Le taux de retard à l'entrée en sixième est de 3,6% pour les catégories très favorisées et de 20,5 % pour les catégories défavorisées. La compétition scolaire dope le prix de l'immobilier dans certains quartiers (prix des chambres de bonnes dans le quartier des grands lycées parisiens).

Enfin 59% des enseignants du public estiment la laïcité en danger du fait que les communautés culturelles et religieuses se mélangent de moins en moins. De même pour les gendarmes.